Fondation Jean Jaurès

Économie/ social

FOOTBALL : APRÈS LA HAUSSE DES DROITS TV, IL FAUT UN GESTE EN FAVEUR DES SUPPORTEURS !

Richard Bouigue, Pierre Rondeau

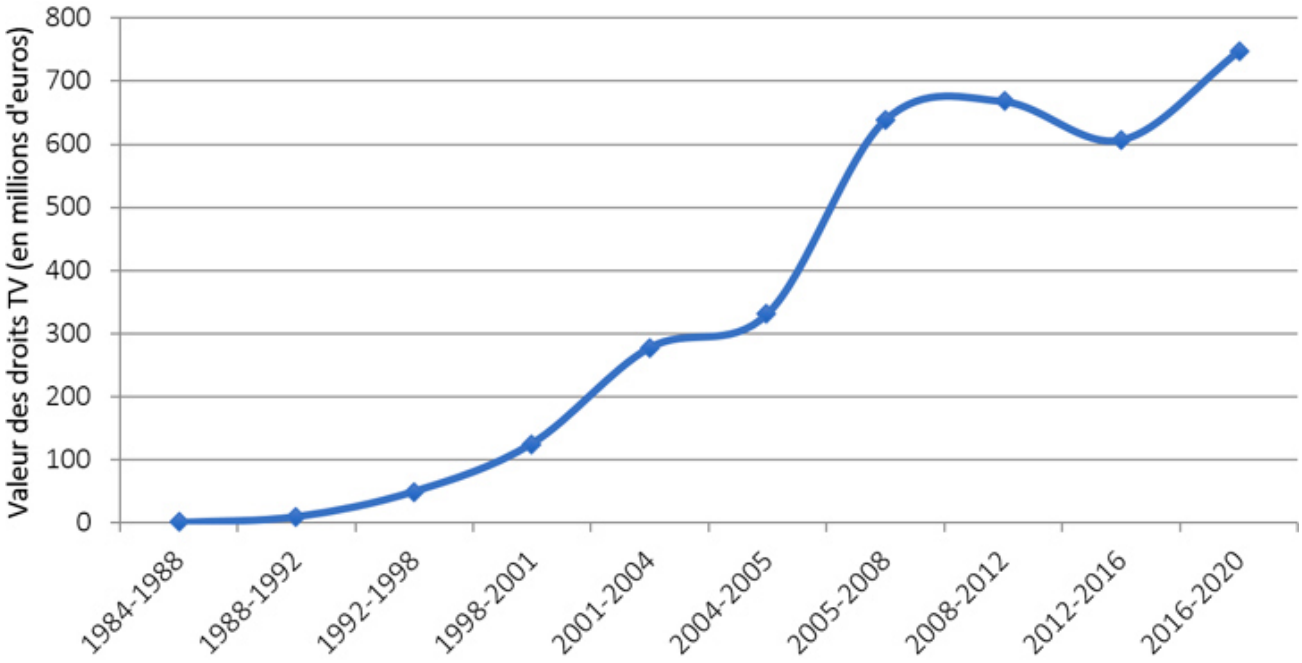
29/05/2018

La nouvelle est tombée mardi soir : la ligue de football professionnel, par l'intermédiaire de sa présidente, Nathalie Boy de la Tour, a annoncé la vente des droits de retransmission pour un total de 1,1 milliard d'euros. Face à cette nette augmentation par rapport à la vente précédente, Richard Bouigue et Pierre Rondeau, directeurs de l'Observatoire du sport de la Fondation, demandent à ce que cette hausse entraîne de facto une baisse des prix des places, afin que les classes populaires n'en soient pas chassées.

Une hausse exponentielle

Sur la période 2020-2024, c'est une augmentation totale de 47% par rapport à la vente précédente, conclue pour 748 millions, entre 2016 et 2020. Sur l'ensemble de l'histoire du football professionnel français, la hausse est spectaculaire : entre 1984 et aujourd'hui, jamais une session n'a accouché d'une inflation si importante.

Evolution des droits TV, Ligue 1



Nous ne pouvons donc que nous féliciter de cet enthousiasme économique. Un tel rythme de croissance ne peut s'expliquer que par la réputation et la renommée grandissante du foot français, par ses performances et ses audiences grandissantes sur la scène nationale et internationale.

Un sport qui se vend cher est un sport en bonne santé. Il parvient à pérenniser toute une économie et garantit une solvabilité pour l'ensemble des participants. La récente place de finaliste de l'Olympique de Marseille, en Europa League, ou la nouvelle attractivité du Paris Saint-Germain, avec dans ses rangs la superstar Neymar Jr. sont là pour témoigner de la nouvelle force du foot français.

L'expérience impose la vigilance

Seulement, le plus dur reste maintenant à faire. Une ligue riche ne signifie pas une ligue forte. En 2006, lorsque les droits sont passés, en une seule enchère, de 278 millions d'euros à 600 millions, soit une hausse de 116%, les effets n'ont pas été positifs.

Sportivement, il n'y a eu aucune bonification

Les clubs français ne sont pas parvenus à concurrencer les grandes équipes européennes, et aucun trophée continental n'a été glané sur la période. Structurellement, aucune infrastructure majeure n'est sortie de terre, et il a fallu attendre l'Euro 2016 pour que soient construits de nouveaux stades dans notre pays.

Les supporteurs oubliés

Pis, la situation des supporteurs ne s'est pas améliorée. Alors qu'une valorisation financière aurait dû permettre une amélioration de l'accès au stade et un réduction de la tarification, c'est tout l'inverse qui s'est opéré.

Dans une note publiée récemment par la Fondation Jean-Jaurès, nous avons en effet estimé que, depuis le début des années 2000, jusqu'à la saison 2017-2018, le prix moyen des billets dans les enceintes de Ligue 1 a augmenté de 7% chaque saison. Alors que les droits TV augmentaient, les dirigeants ont maintenu une inflation des prix, sans aucune compensation pour les spectateurs.

Et tout cela a été réalisé en vain. Nous l'avons vu, malgré la hausse des droits et la hausse de la billetterie, malgré les gains économiques et financiers garantis, le niveau sportif ne s'est pas amélioré.

Des stades aseptisés

Côté ambiance, les stades se sont vidés, la ferveur a disparu, au profit d'un calme plat, aseptisé, dépourvu de toutes passions et d'émotions. La France présente même depuis cette saison le taux d'affluence moyen le plus faible de tous les pays du *big-five* (Angleterre, Espagne, Italie, Allemagne et France) et l'évolution annuelle moyenne entre 2006 et 2016, bien qu'en légère augmentation, est plus faible que celle sur la période 1996-2006.

Nous demandons donc, eu égard à cette réalité empirique, un geste des dirigeants du foot français en faveur des supporteurs. Nous exigeons une réduction unilatérale du prix des places compensée par la hausse proportionnelle des droits TV. Nous proposons un moratoire jusqu'en 2024 sur la hausse des tarifs.

Si nous voulons protéger la popularité du football, si nous voulons que les classes populaires ne soient pas chassées des stades de football, si nous voulons que les stades soient encore des lieux de mixité sociale, si nous voulons soutenir et protéger le statut des supporteurs, tout en garantissant la compétitivité et la force de ce sport, il nous apparaît évident de défendre de telles propositions : plus d'argent pour les clubs, plus d'accès pour les fans.